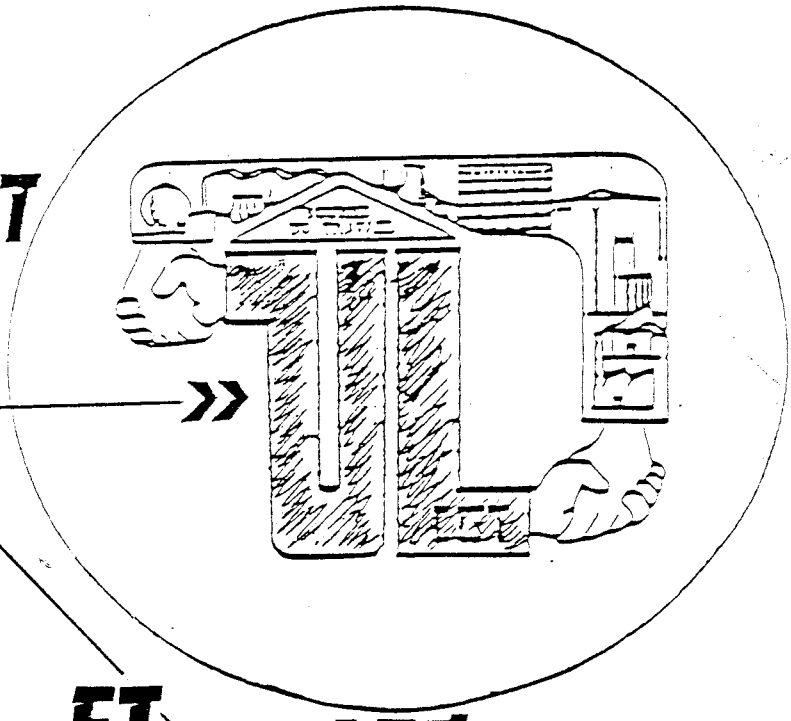
CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL
263, rue de Paris
93516 MONTREUIL-CEDEX

N° 5 - JUILLET 83
(PRIX : 2 FRS 50)

EN DIRECT AVEC LES »



ET LES COLLECTIFS ELECTORAUX

CAMPAGNE 'SECU'

BULLETIN D'INFORMATIONS (SECTEUR CONFEDERAL ORGANISATION) -
IMPRIMÉ PAR NOS SOINS, AU SIÈGE DE LA CONFÉDÉRATION (263, RUE DE PARIS - MONTREUIL)
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Y. FRÉMIN -

ADHESIONS

286 jeunes syndiqués et militants, mandatés par leurs syndicats, ont préparé et participé aux Assises de la jeunesse du NORD. Ils ont montré, par leur contribution active, l'immense capital de confiance qu'ils ont dans la C.G.T. et leur capacité à rassembler, écouter, décider, organiser et agir avec les jeunes travailleurs.

La grande question fort débattue dans la préparation, tant par les jeunes militants que par des militants plus aguerris, était : *"Faut-il poser immédiatement la question de l'adhésion aux jeunes ? Ne les agressons pas ! Attendons un peu, il faut leur permettre de regarder et comprendre avant de leur demander de faire le pas ... en adhérant !".*

Aujourd'hui, les résultats répondent aux interrogations. C'est parce que le renforcement de la C.G.T. a été posé en terme de masse dès le début de la préparation des Assises, que le débat s'est instauré avec les jeunes non syndiqués et qu'il s'est prolongé sur toutes les préoccupations du moment : salaires, loisirs, formation, Sécurité Sociale, etc.

Le bilan est probant : 218 JEUNES ONT ADHERE !

Maintenant, il faut les intégrer dans le syndicat, les aider à prendre toute leur place et y assumer des responsabilités. Les Commissions de jeunes et les C.D.J. sont là pour y contribuer.

UN JEUNE QUI ADHERE A LA C.G.T.
C'EST AUSSI UN MILITANT DE
PLUS POUR MENER LA
CAMPAGNE
de la
SECU !

LES JEUNES, AVEC AUDACE !

solliciter en GRAND les syndiqués

La dimension du nombre de Collectifs électoraux nécessaire pour mener une campagne de masse correspondant aux besoins est à présent bien partagée par toutes nos organisations.

Les questions posées désormais sont les suivantes :

1/ *Quelles forces militantes va-t-on mettre en place pour assurer une couverture correcte des collectifs qui existent pour une activité opérationnelle tout de suite dans l'entreprise et à l'extérieur de l'entreprise ?*

2/ *Quelles forces militantes va-t-on requérir pour multiplier encore de nouveaux collectifs, décentralisés au maximum ?*

A ces questions on ne peut raisonner, chacun en conviendra, uniquement au niveau de l'apport, des dégagements de militants qui, s'ils s'avèrent nécessaires, ne peuvent suffire à couvrir un terrain par trop étendu.

C'est par conséquent nos syndiqués que nous devons solliciter sans retard.

C'est maintenant qu'il faut les mettre dans le coup dans l'entreprise, sur leur lieu d'habitation, dans la Z.I..

Des exemples montrent qu'à condition d'agir avec cette volonté, sans dissocier l'aspect "multiplication des collectifs" et "sollicitation des syndiqués" - l'un favorisant ou complétant l'autre - on peut obtenir des résultats exceptionnels.

L'U.D. du RHONE se fixe pour objectif de faire participer au mimimum 30% des syndiqués du département, soit 15.000 syndiqués ; l'U.D. de la GIRONDE entend mobiliser 10.000 syndiqués ; la SOMME 5.000, etc.

Nos Camarades de la CORREZE, en dressant la liste de leurs adhérents, militants, retraités, ont couvert les 280 Communes rurales avec un ou deux correspondants. 600 camarades sont ainsi mobilisés et ce n'est pas fini. Nos camarades s'attaquent à présent à la décentralisation par quartiers de leurs grandes villes (BRIVE, TULLE, UZERCHE, etc).

A VITRY (Val-de-Marne), nos Camarades de l'U.L. mettent en place 100 Collectifs de quartiers, ce qui revient à pulvériser l'objectif minimum confédéral, d'un collectif pour 8.000 habitants (1 pour 900). 450 syndiqués et militants sont mobilisés à cet effet.

Ceci est la démonstration que si les obstacles sont importants, les objectifs élevés, les possibilités de les atteindre,voire de les dépasser sont tout aussi considérables.

La SECU sensibilise énormèment la population et beaucoup de syndiqués sont prêts à faire quelque chose avec nous pour peu qu'on les sollicite.

Tout dépend en définitif de notre capacité, à tous les échelons, de les mobiliser.

Ceci suppose de favoriser leur intégration dans cette campagne en ayant une vue très ouverte quant à leur participation, en fonction de leur disponibilité, de leur capacité, de leurs goûts.

Certains n'hésiteront pas à consacrer 1 à 2 H. le soir sur leur immeuble, d'autres sur les marchés, d'autres pour le collage, d'autres, enfin, pour parrainer les entreprises.

En définitive, nous mobiliserons d'autant les syndiqués que nous aurons décentralisé au maximum nos collectifs.

Ainsi, nos camarades de MARSEILLE qui mettent en place 68 Collectifs de quartiers décentralisent en même temps ces mêmes collectifs en collectifs de rues, dont la composition est plus faible, 1 ou 2 Camarades, mais où nos syndiqués peuvent là s'intégrer sans difficultés.

Cela appelle évidemment au niveau de nos U.L. un travail de préparation et de sollicitation sans précédent. De très nombreuses U.D. ont adressé à tous les syndiqués du département une lettre personnalisée.

Sans limiter à quelques aspects les initiatives allant dans le sens d'une mobilisation exceptionnelle de nos syndiqués, il n'est pas inutile de consacrer le temps nécessaire à dresser l'inventaire des syndiqués de la localité pour une utilisation à court, moyen et long terme.

- Pour les vérifications des inscriptions sur les listes électorales ;

- pour solliciter concrètement nos syndiqués pour la campagne et les intégrer dans les collectifs ;

- pour disposer au niveau du syndicat et de l'U.L. et de façon permanente des noms et adresses de Camarades que l'on peut solliciter.

Il faut, en même temps, procéder à un découpage minutieux de la localité visant à faire couvrir pour un collectif le minimum d'habitants. Découpage en quartiers, puis en immeubles, puis en rues, sans oublier l'essentiel d'une couverture systématique de Z.I. par un collectif, d'un parrainage d'entreprises et d'ANPE de grande dimension.

On le voit, on ne manquera pas de travail durant ces mois de vacances, mais ces tâches seront d'autant facilitées que nous saurons nous entourer de tout notre POTENTIEL SYNDICAL.

Budget Social de la NATION

Le 23 JUIN L'ASSEMBLEE NATIONALE a débattu du "LIVRE BLANC DE LA PROTECTION SOCIALE" dans le cadre du Budget social de la Nation.

QU'EST-CE QUE LE BUDGET SOCIAL DE LA NATION ?

Il regroupe l'ensemble des budgets de la Protection sociale :

- . tous les régimes de Sécurité Sociale ;
- . les retraites complémentaires ;
- . l'indemnisation du chômage ;
- . l'aide sociale des Collectivités publiques (Communes, départements, Etat) ;
- . les abattements d'impôts du quotient familial (abattement d'impôts consentis pour les enfants équivalent à une 1/2 part).

Le montant de ce budget est bien supérieur à celui de l'Etat (+ 1.000 milliards).

A QUOI PEUT SERVIR UN DEBAT SUR CE SUJET ?

La publication du livre blanc sur la protection sociale est une bonne démarche. C'est la première fois que la discussion s'engage "cartes sur table". La C.G.T. ne peut que s'en féliciter : faire la clarté sur l'ensemble de la protection sociale devient une nécessité. Ce livre blanc ne ferme pas le dossier des solutions, au contraire, il doit permettre un large et salutaire débat, la C.G.T. entend y prendre toute sa place.

Voici les principes fondamentaux des propositions de financement de la C.G.T. :

- maintenir, voire améliorer la protection sociale des salariés, ce qui est une condition essentielle du progrès social et du progrès économique aujourd'hui ;

- asseoir son financement sur les mécanismes qui permettent à la fois :

  - . d'inciter à plus d'efficacité économique, à une meilleure gestion des entreprises, à l'amélioration des conditions de travail et aux créations d'emplois ;

  - . de répondre aux nécessités d'une plus grande justice sociale, en prenant en compte les revenus non-salariaux qui, jusqu'à maintenant, échappent totalement aux prélèvements.

Nous partageons pleinement l'idée réaffirmée dans la présentation du livre blancselon laquelle l'AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE EST ETROITEMENT LIE AUX PROGRES ECONOMIQUES ET INSEPARABLE D'UNE POLITIQUE DYNAMIQUE DE RELANCE INDUSTRIELLE ET DONNANT LA PRIORITE A LA CREATION D'EMPLOIS.

Il va de soi que quels que soient les efforts faits pour le financement, ceux-ci seraient vains si, parallèlement, les fermetures d'entreprises continuaient si le chômage augmentait, s'il y avait persistance de la masse énorme des bas salaires et une baisse du pouvoir d'achat.

./.

Par exemple :

- 100.000 cotisants en moins représentent en moins pour la Sécurité Sociale : 8,5 milliards soit : 6 milliards de cotisations qui ne rentrent pas, plus de 2,5 milliards de dépenses qui, elles, doivent être réglées.

Voilà pourquoi nous considérons la campagne du C.N.P.F. sur les charges sociales doublement provocatrice.

Cette campagne fait l'impasse sur leur responsabilité dans la situation économique désastreuse que le Gouvernement de gauche a trouvée en arrivant :

. la liquidation de secteurs entiers de notre économie ;
. un taux de chômage important ;
. l'abandon d'une partie importante du potentiel de production.

Mais doublement provocatrice car, en même temps qu'ils refusent d'assumer l'augmentation des charges sociales, ils persistent dans un comportement liquidateur :

. refus d'investir ;
. refus de saisir des contrats de solidarité, des contrats Emploi/ Formation.

Ils continuent de casser, ils ne veulent pas payer.

Nous le disons clairement et nettement : LES LICENCIEMENTS CA SUFFIT et la C.G.T. assumera avec les travailleurs et les travailleuses concernés toutes ses responsabilités pour s'opposer à toutes les mesures de liquidation d'entreprises et de licenciements qui, si elles devaient persister, mettraient en cause, de façon irrémédiable, la possibilité d'impulser une politique nouvelle tournant résolument le dos à la stagnation, à la récession.

Nous maintenons fermement notre exigence de maintien du pouvoir d'achat et d'amélioration des bas salaires qui sont une des conditions de la relance économique, donc de plus de facilités pour assurer l'équilibre financier de la protection sociale.

Les propositions que nous faisons, les options que nous défendons en présence des hypothèses qui nous sont présentées sont imprègnées de cette volonté là. Elles vont guider, tout à la fois notre détermination dans la mobilisation des travailleurs contre les agissements du patronat et des diverses forces de droite qui s'agitent et agissent pour imposer un recul social et occcuperont une place de choix dans notre campagne éclectorale en prévision des ELECTIONS à la SECU.

LA VIE D'UN COLLECTIF LOCAL ET DE Z.I.

Le fonctionnement du Collectif local de la ville d'ANGERS et de sa Région est significatif d'une amorce de campagne, reflet de ce qui se passe dans de nombreuses villes et nombre de départements.

Un important travail a été élaboré pour découper le secteur de l'U.L. qui rayonne sur 17 Communes, plus ANGERS (143.000 habitants).

De ce Collectif, composé de 15 Camarades, ce sont aujourd'hui, par un effort de décentralisation important, 38 Collectifs constitués avec 83 militants.

A elle seule la ville d'ANGERS compte 21 Collectifs, soit 1 Collectif pour 6.800 habitants ; 7 Collectifs de Z.I. ; 14 Collectifs de quartiers ; 17 Collectifs de Communes. Tout cela réalisé en quelques semaines.

. LES COLLECTIFS DE ZONES INDUSTRIELLES
se sont particulièrement mobilisés. Réunions hebdomadaires des Collectifs et collage systématique. Mais "l'on veut aller plus loin à présent" avec la sortie d'un tract "SECU" qui va permettre le débat direct avec les travailleurs.

Un collage central a également été effectué dans le cadre de "l'opération route des vacances" dans les directions PARIS, CHOLET, POITIERS. Ce collage va se poursuivre en juillet et août.

. LE COLLECTIF D'U.L.
a diffusé, avec l'aide de 15 Camarades, par roulement et sur une semaine, un tract à 3.700 ex. à l'ANPE d'ANGERS.

Bien qu'il n'y ait pas eu d'adhésions jusqu'à ce jour, un bon accueil a été réservé à nos militants et de bons résultats peuvent être obtenus à condition de persévérer.

Par contre 10 adhésions ont été réalisées à EURODIF, entreprise du Commerce, qui témoignent l'intérêt à apporter au parrainage des entreprises.

A cet effet, le Collectif d'U.L. a décidé d'améliorer le plan de parrainage qui avait eu des effets positifs lors des élections prud'homales de 82. Ce sont plus de 50 entreprises qui vont être parrainées.

Le Collectif de Zone industrielle d'ORGEMONT parraine d'ores et déjà le "Crédit agricole" composé de 400 employés. Et il est prévu de parrainer les entreprises du bâtiment et MOTOROLE (800 employés).

Les échos des entreprises en particulier de la métallurgie, portent sur les questions financières. "On en discute" sur la base ...../

..../ de 3 propositions du collectif U.L. :

1) mise à jour de tous les syndiqués ; 8 timbres pour chaque adhérent d'ici la fin Août et 10 timbres au moment des élections. Objectif lié à la mise en place du prélèvement automatique des cotisations ;

2) Proposer à chaque travailleur inorganisé un timbre syndical au 1% ;

3) plan de collectage de masse (collectes aux drapeaux, porte à porte, initiatives dans les gares, les marchés, les quartiers).

En définitive, nous n'en sommes qu'au tout début de la mise en mouvement pour une campagne de haut niveau.

Tous les collectifs constitués ne sont pas encore à pied d'oeuvre, néanmoins les collectifs qui existent et ceux qui restent à mettre en place sont un moyen privilégié pour faire que TOUTE LA C.G.T. SOIT EN CAMPAGNE à ANGERS et AILLEURS !

UN "COLLECTIF ENTREPRISE" en CAMPAGNE

Créé il y a seulement un mois le Collectif de la CAISSE CENTRALE D'ASSURANCE MALADIE des Bouches-du-Rhône a déjà accompli un travail bien fourni (3.361 employés).

Collectif composé de 15 Camarades, il a déjà diffusé :

- 1 tract édité par l'U.D.,
- 1 tract spécifique pour les Employés de la Sécu.,
- 1 journal entreprise.

Ces initiatives, assurées par ce collectif, loin de dispenser la direction syndicale de ses propres responsabilités, lui donne, au contraire, une efficacité sans commune mesure.

Pour exemple : la consultation organisée par la direction syndicale contre la mauvaise convention signée par la C.F.D.T., et qui a recueilli un résultat sans précédent. Une pétition "jamais égalée" comme nous le précisent nos camarades qui ajoutent que le pouvoir d'achat, les gâchis de la gestion FO/CNPF sont venus en débat.

Certes, tout n'a pas dépendu du collectif SECU dans cette consultation, mais par son travail préparatoire il a, sans nul doute, beaucoup compté.

Le Collectif d'entreprise a contribué également à une vérification correcte des inscriptions. Personne dans l'entreprise n'a échappé à cette vérification, grâce au quadrillage des services organisé par le collectif.

Mais le collectif de la CAISSE CENTRALE ne mène pas qu'une activité intérieure à l'entreprise.

Ainsi, 8 Camarades sont déjà investis dans les collectifs de quartiers de Marseille, tandis que d'autres camarades aident à la mise en place des collectifs dans les autres Centres de paiement des Bouches-du-Rhône.

De ce fait, 56 Centres de paiement seront couverts par un collectif entreprise, dont 30 à Marseille.

Ces efforts de mise en place de collectifs d'entreprises et de quartiers (68 à Marseille) conjugués, entrepris dans le département démentent l'idée entretenue selon laquelle : s'investir à l'extérieur de l'entreprise s'est s'affaiblir.

Les résultats des départements enregistrés à la Confédération confirment encore cette appréciation.

./.

Ceux qui obtiennent le plus en nombre de collectifs totaux et en collectifs de quartiers, sont également ceux qui font le mieux pour le parrainage des entreprises, les collectifs d'entreprises, où de Z.I.

Dans cette bataille l'on ne saurait négliger le rôle des Fédérations dont la responsabilité pour la création, le développement et le fonctionnement des GROUPES D'ENTREPRISES est irremplaçable.

Dans ce sens, le collectif électoral de la Fédération des Travailleurs de l'Etat a entrepris une démarche visant à créer un collectif au niveau de chaque Etablissement, tout en appelant à assurer un lien et une aide étroite en direction des U.D. et des U.L..

Comme l''ont souligné les deux journées d'étude nationales des Secrétaires à l'organisation des 9 et 10 Juin, c'est à l'entreprise que doivent se constituer les GROUPES de travail pour une animation correcte de la campagne dans l'entreprise, c'est de l'entreprise que partiront les milliers de militants et syndiqués pour mener la campagne à l'extérieur.

les collectifs électoraux du jamais vu !

POUR QUE LA C.G.T. PESE LE PLUS LOURD POSSIBLE A L'ECHELLE DU PAYS

Avec ce 5ème N° du "EN DIRECT" - Spécial CAMPAGNE SECU, nous pouvons dire que le rythme adopté par nos organisations pour mettre le plus rapidement possible toute la C.G.T. en campagne, ne ralentit pas.

Au lieu de disserter sur l'enjeu de ces élections, les Syndicats, les U.D., les U.L. et les Fédérations construisent le dispositif électoral, à la hauteur de cet enjeu, se donnant ainsi l'outil adapté, et le plus souvent perfectionné par rapport aux élections prud'homales de 82, pour faire une véritable campagne électorale, de l'entreprise au moindre village, avec pour objectif final LE VOTE C.G.T..

. AU 4 JUILLET : 1.572 COLLECTIFS ÉLECTORAUX SONT EN LIAISON PERMANENTE AVEC LA CONFÉDÉRATION. ILS SE DÉCOMPOSENT AINSI :

- 95 COLLECTIFS DÉPARTEMENTAUX,
- 9 COLLECTIFS DE CAISSES,
- 419 COLLECTIFS D'UNIONS LOCALES,
- 70 COLLECTIFS D'ARRONDISSEMENTS,
- 187 COLLECTIFS DE CANTONS,
- 455 COLLECTIFS DE COMMUNES,
- 272 COLLECTIFS DE QUARTIERS,
- 65 DE Z.I.

Ce bilan nous permet de dire que l'effort de décentralisation se poursuit avec le souci de donner à de très nombreux collectifs de cantons, communes, un caractère durable en les transformant en Unions locales.

Par contre les collectifs de Zones industrielles demandent a être considérablement multipliés pour occuper le terrain déterminant des entreprises.

./.

A PROPOS DES QUESTIONNAIRES

Il existe un décalage énorme entre 1.572 COLLECTIFS communiqués au Secteur confédéral organisation, et les collectifs EFFECTIVEMENT MIS EN PLACE dans les Unions locales et sur les départements, qui dépassent largement ce chiffre.

Le rythme des envois de questionnaires à la Confédération n'est pas au rythme de la constitution des collectifs.

RAPPELONS :

a) que le secteur organisation a édité un questionnaire visant à identifier le collectif mis en place et son animateur, afin de pouvoir lui transmettre, dès sa réception à la Confédération, le "EN DIRECT" avec les Collectifs électoraux et ceci durant toute la campagne SECU.

b) que dès la constitution du collectif, quelle que soit sa nature, le questionnaire doit être remploi et transmis à la Confédération, par le canal de l'U.D. qui doit les EXPEDIER AU FUR ET A MESURE qu'elles les reçoit.

c) que tout retard dans cet acheminement, qui n'est pas un acte administratif, mais une démarche politique, gène l'envoi des informations confédérales et risque de nuire à la qualité même du travail du collectif.

BON TRAVAIL À TOUTES ET À TOUS !

GAGNER LES MOYENS FINANCIERS POUR ASSURER LE 19 OCTOBRE 1983 UN VOTE DEMOCRATIQUE

32 MILLIONS d'électrices et d'électeurs, c'est un chiffre considérable à lui seul. Ce chiffre démontre l'ampleur de la tâche à réaliser.

Etre présent partout implique des mesures financières concrètes dans toutes nos organisations. Il ne semble pas inutile de rappeler les axes de travail définis à la Conférence Nationale sur la Sécurité Sociale et confirmés depuis par la Direction confédérale

CONCERNANT LES SYNDIQUES

Mise à jour systématique des cartes avec 6 timbres fin juin, 8 timbres fin août (le timbre de la période des congés étant placé avant le départ), 10 timbres fin octobre, l'objectif étant 12 timbres fin décembre. Il s'agit d'une bataille au "corps à corps" avec des rendez-vous réguliers à tous les niveaux et en premier lieu au niveau des syndicats.

Bien entendu, les premiers responsables de cette réussite, ce sont les collecteurs avec à leur tête le responsable à la politique financière.

Faire le point du placement des timbres, rentrer des cotisations, les ventiler aux structures, voilà une tâche importante, mettre en application parallèlement le P.A.C. (Prélèvement Automatique des Cotisations) avec des objectifs hardis par section syndicale, par syndicat.

CONCERNANT LES SALARIES

Beaucoup de travailleuses et de travailleurs font confiance à la C.G.T. et votent pour nous à l'occasion des élections professionnelles. C'est le moment de leur proposer un timbre syndical en forme de soutien à la bataille de la C.G.T. et, en même temps, leur proposer l'adhésion. C'est un moyen très important pour le renforcement de la C.G.T..

Naturellement, mener campagne pour le renforcement de la C.G.T. à l'aide du timbre syndical nécessite la mise sur "le pont", de toutes les militantes et de tous les militants ainsi que du plus grand nombre possible de syndiqués. Il s'agit d'un travail de masse.

./.

EN DIRECTION DES ENTREPRISES INORGANISEES

En règle générale, dans les batailles d'ampleur nationale la pratique du parrainage a eu des échos toujours très positifs. L'ampleur des élections à la Sécurité Sociale le 19 octobre prochain doit nous interpeller.

Nous avons pratiqué le parrainage lors des dernières élections prud'homales. Il nous faut aller encore beaucoup plus loin, bien voir qu'il est possible de créer le syndicat, mais aussi de réussir de grandes choses en matière financière.

Adressons-nous avec hardiesse, avec confiance, aux travailleurs et nous obtiendrons des résultats.

EN DIRECTION DE LA POPULATION

Tous les électeurs ne sont pas dans les entreprises, les retraités, les chômeurs, les handicapés, les jeunes à l'armée. Cette masse importante de l'électorat doit connaître ce que dit et pense la C.G.T..

Pour cela :

- organiser la campagne dans les lieux publics : marchés, gares, porte à porte,
- contacter un maximum d'électeurs,
- proposons à ces derniers leur participation financière, à l'aide de collectes au drapeau, de listes de souscription, etc...

Chacune et chacun d'entre nous mesure le rôle irremplaçable des Unions locales sur cette question.

Prendre des initiatives rapidement en direction de ces quatre axes de travail, telles sont les exigences de l'heure, telles sont les responsabilités de l'animateur de la politique financière à tous les niveaux de notre organisation.

QUESTIONNAIRE
A RENVOYER AU SECTEUR CONFEDERAL ORGANISATION
DES LA DESIGNATION DU RESPONSABLE

ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE

IDENTIFICATION DES COLLECTIFS

Réservé à l'informatique

/__/__/ DEPARTEMENT _____

NOM DE LA COMMUNE
OU VILLE CONCERNÉE _____

/__/__/ . COLLECTIF DE CAISSE (1) .....(___)
/__/__/__/ . COLLECTIF D'UNION LOCALE .....(___)
/__/__/ . COLLECTIF D'ARRONDISSEMENT .....(___)
/__/__/ . COLLECTIF DE CANTON .....(___) (2)
/__/__/__/ . COLLECTIF DE COMMUNE .....(___)
/__/__/ . COLLECTIF DE QUARTIER .....(___)
/__/__/ . COLLECTIF DE ZONE INDUSTRIELLE ...(___)

ne rien inscrire dans cette partie

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE OU LA
RESPONSABLE DU COLLECTIF (_____)

. NOM (_____)
. PRENOM (_____)
. ADRESSE (_____)
_____)
_____)

. NUMERO DE TEL. : (_____)

OBSERVATIONS EVENTUELLES (_____)
_____)
_____)
_____)

(1) Pour le département ayant plusieurs Caisses CPAM.

(2) Mettre une X dans la case correspondante.

(Ce questionnaire est à reproduire en autant d'exemplaires qu'il y a de collectifs mis en place)